

# À table !

Bulletin de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

Avril 2010 | Vol.12 n°1



## L'ÉDITO

par J-P Faniel

## Ne payons pas pour leur crise !

Nous assistons actuellement à des changements profonds de notre société. Nous nous sommes en effet convaincus au fil des ans de la justesse d'un État Providence qui, à même les impôts prélevés, nous fournit de multiples services publics correspondant à nos droits reconnus et redistribue aux plus pauvres d'entre nous une partie de la richesse de notre société d'abondance. Aussi, sommes-nous depuis quelques temps étonnés et même souvent scandalisés de constater à quel point celui-ci s'éloigne de sa mission première.

De fait, plutôt que de continuer à imposer les entreprises et les grosses fortunes selon une échelle progressive qui a fait ses preuves, il diminue depuis plusieurs années leur charge fiscale et nous annonce aussitôt après qu'il n'a plus les moyens pour assumer ses responsabilités. Pour pallier à ses manquements et le remplacer dans ses devoirs, il se tourne alors vers l'entreprise privée « beaucoup plus performante », dit-il. Et pour renflouer ses caisses, il demande à toute la population de payer à nouveau pour les services publics qu'ils fréquentent et qu'ils sont pourtant censés payer déjà avec leurs impôts. Bref, la vocation sociale de l'État est en pleine mutation.

### La Révolution tranquille, notre New Deal

Cette entreprise de démolition de plusieurs acquis de la « Révolution tranquille » procède, nous allons le voir, d'une planification orchestrée depuis un bon moment. La révolution tranquille, rappelons-le, est la version locale et tardive du « New-Deal » américain, un mouvement qui deviendra mondial et qui, après la « Grande Dépression » de 1929 et surtout après la deuxième guerre mondiale, redonne à l'État un rôle déterminant dans la relance économique et dans la gestion de la société. (voir dossier Les crises actuelles...p.8)

Au Canada, c'est à cette époque que, sous la pression des luttes populaires, l'État crée la 1<sup>ère</sup> loi sur l'Assurance chômage et les allocations familiales et le premier programme de sécurité du revenu. Chez nous, c'est dans les années 1960-70, que l'État québécois prend les rênes de la Santé et de l'Éducation, autrefois assumés par les religieux, développe une infrastructure autoroutière déterminante pour le développement industriel et crée plusieurs instruments de développement économique qui ont façonné le Québec d'aujourd'hui, notamment Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et de placements et la Société générale de financement du Québec.

Sous la poussée du mouvement ouvrier et de ses organisations syndicales en plein essor, on assiste alors à une augmentation sensible des revenus du peuple et à une imposition progressive des revenus des plus riches pour regarnir les coffres de l'État et se doter ainsi de services publics universels.

### Le néo-libéralisme

C'est en 1980 que se produit le changement de cap. Sous l'impulsion des compagnies internationales de plus en plus gourmandes qui visent l'élargissement de leur marché, la reprise des concessions accordées aux classes populaires et la mise en place d'un autre modèle de société, le néo-libéralisme, la société occidentale se donne alors des dirigeants conservateurs, comme Reagan aux USA, Thatcher en Angleterre et Mulroney au Canada, auxquels ils confient la tâche de soutenir leurs ambitions en mettant en place les conditions de leur émergence.

Ceux-ci s'empressent aussitôt d'abolir les frontières pour la libre circulation des marchandises et la globalisation des marchés, lancent leurs pays respectifs dans des politiques d'attaques aux droits des travailleurs,

de diminution du rôle de l'État et de soutien à l'emprise grandissante du secteur privé sur les sphères autrefois réservées à l'État et à la famille. C'est que, transférant de plus en plus leurs productions industrielles dans les pays émergents, certains secteurs de la classe dominante veulent faire de l'argent facile et assuré en s'accaparant des services qui répondent aux besoins essentiels des citoyens : vente de repas préfabriqués pour répondre aux besoins domestiques délaissés par les couples dorénavant accaparés par le travail rémunéré, offre grandissante d'écoles, de garderies et d'infirmières privées pour pallier aux carences d'un secteur public qu'on asphyxiera de plus en plus, développement à gogo de centrales électriques privées tant éoliennes qu'hydro-électriques, développe...

## DANS CE NUMÉRO

- 1/ Ne payons pas pour leur crise !
- 3/ Contre la tarification et la privatisation des services publics
- 6/ Mobilisons nous
- 7/ La sagesse de l'outarde
- 8/ Les crises actuelles à la lumière de celle de 1929
- 15/ Grandir (et grossir) avec la télévision
- 16/ Réactions
- 17/ Un nom parfumé pour 'Les ateliers cinq épices'
- 19/ Les Magasins Partage et la Grande Guignolée des Médias : Bilan 2009
- 20/ Bienvenue et merci à nos bénévoles!
- 21/ Vie associative

ment de polices privées et même de milices armées (aux USA) pour protéger les intérêts des puissants, etc.

Comptant dorénavant pour l'achat de leurs produits sur le monde extérieur, les bons salaires aux employés et les services publics gratuits ne représentent bientôt plus aux yeux de ces dirigeants économiques et politiques un avantage d'absorption de leur production, mais, au contraire, un « trop lourd fardeau » face à la concurrence internationale, notamment celle de leurs propres compagnies installées dans les pays émergents.

Prétextant l'atteinte du déficit zéro, les successeurs de Mulroney, Jean Chrétien et Paul Martin, un homme d'affaires à la tête d'une compagnie internationale de transport maritime, réduisent alors les transferts aux provinces, les privant ainsi des sommes nécessaires pour la dispensation des services. Conséquemment, c'est à un autre ancien ministre conservateur de Mulroney, Lucien Bouchard, à qui revient le rôle de couper drastiquement dans les services publics québécois, toujours pour atteindre le déficit zéro.

Ces services se détériorant grandement, on assiste alors au développement grand V de services privés en éducation, en santé et dans d'autres secteurs autrefois assumés par l'État. Ce développement du privé est d'ailleurs largement subventionné directement ou indirectement par l'État. En même temps, au fédéral comme au provincial, on diminue drastiquement les impôts des entreprises, des grosses fortunes et, un peu, des revenus moyens, privant ainsi l'État des argents nécessaires pour maintenir des services publics dignes de ce nom (10 milliards\$ au Québec seulement).

### **La crise de 2009 et l'avènement du néo-conservatisme**

Arrive alors la crise économique actuelle qui fournit à l'État l'argument voulant que, pour réduire le déficit de l'État, gonflé par son soutien à l'industrie automobile défaillante, il faut maintenant, non pas hausser les impôts à nouveau pour faire payer ceux qui en ont le plus les moyens, mais plutôt tarifier les services publics et à nouveau diminuer les dépenses en coupant dans ces services, changements qui plomberont encore plus la qualité des dits services et la situation de ceux qui y ont le plus recours, les plus pauvres. N'ayant cessé leur propagande vantant l'ef-

ficacité du secteur privé au détriment de ses propres employés des services publics, le gouvernement de Jean Charest, un autre ancien ministre conservateur de Mulroney, n'en a que pour le partenariat public-privé (PPP), non seulement dans le secteur de la construction ou de l'entretien des infrastructures, des services de santé et de l'éducation, mais également dans ceux du développement énergétique. Avec la tarification des services publics, la table est ainsi mise pour la privatisation de nouveaux secteurs des services publics, ceux-ci devenant bientôt plus rentables pour un secteur privé alléché par des gains assurés et importants.

Dans ce scénario, l'État et ses partenaires privés cherchent également à modifier le financement et le contrôle des « services » communautaires (Centraide, Québec en forme, Québec enfant, etc) et, de la sorte, à faire jouer un nouveau rôle au communautaire. Ainsi, pour certains services moins rentables, car s'adressant aux plus pauvres, on tentera de plus en plus de les confier au communautaire, qu'on poussera ensuite à se transformer en entreprise d'économie sociale. Il y a là toute une réflexion qu'il nous faudra faire sur le rôle que l'on joue actuellement dans ce scénario et celui que l'on veut jouer à l'avenir. (voir Contre la tarification et ...p. 3 )

Cette entreprise de démolition des services publics, on le voit, a un sens et une direction, planifiée de longues dates. Il s'agit pour les dirigeants économiques et politiques d'obédience conservatrice de déconstruire l'État re-distributeur de la richesse collective qui répondait aux droits reconnus des citoyens, pour en faire, d'abord, un État vendant des services à des consommateurs, avant de devenir finalement un État facilitant la distribution des services les plus payants par des firmes privées et se gardant la portion congrue des services d'urgence.

Au bout du compte, les services offerts par l'État à partir de nos impôts diminueront tellement qu'on se rapprochera de plus en plus du modèle américain où les citoyens sont obligés de payer pour leurs services, notamment en santé, et où les plus pauvres n'ont plus accès à ces services de base faute de pouvoir se les payer. On passerait alors d'une société de droits à une société de privilèges, selon notre revenu.

### **La défense de nos droits, un devoir de résistance**

La Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics propose d'autres moyens pour redonner à l'État son rôle de re-distributeur de la richesse collective et de dispensateur des services auxquels nous avons droit. (voir Contre la tarification et...p.3) Il nous revient à plus d'un titre de s'opposer à ces transformations fondamentales et de se joindre à ce vaste mouvement de résistance civique.

D'abord à titre de travailleur qui payons des impôts pour recevoir des services et qui constatent que ses redevances à l'État sont détournés par la collusion de contractants de l'État pour gonfler de façon astronomique la facture de leurs services et par la corruption de partis politiques et de politiciens qui s'en mettent plein les poches.

Ensuite, à titre d'intervenant auprès de personnes fragilisées par la vie et accablées encore plus par ces crises alimentaires, financières et économiques qui voient leur maigre revenu ne pas suffire à subvenir à leurs besoins élémentaires et à ceux de leur famille. Solidaires de ces voisins plus pauvres qui subissent quotidiennement une situation orchestrée par les puissants de ce monde, il nous revient de leur proposer de prendre la parole et d'affirmer ensemble notre droit de recevoir un revenu décent et des services publics gratuits et universels.

Enfin, à titre de citoyen responsable de la préservation de ses droits, nous avons un devoir de résistance pour sauvegarder ces acquis hérités de nos luttes et de celles de nos parents. Ce ne sont pas nous qui sommes responsables de ces crises, mais bien ces dirigeants économiques avides de gains faramineux et faciles et ces dirigeants politiques complices de ces spéculations et détournements de fonds scandaleux.

Nous n'avons pas à payer pour leurs crises. La richesse existe, redistribuons-la.

Ne soyons pas, par notre silence, complice de cette déconstruction de l'État social. Passons aux actes! Le 1er avril, exprimons en grand nombre notre volonté d'une société juste et solidaire. ■

# Contre la tarification et la privatisation des services publics

Le 1er mars dernier se tenait une rencontre régulière de la Table sur la campagne nationale contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics. Pour nous présenter ce sujet, nous avons invité Mme Blandine Juchs, de la Table des regroupements provinciaux des organismes communautaires et bénévoles.

## L'offensive gouvernementale, une tendance persistante

D'emblée, Mme Juchs nous explique que son réseau a participé à la consultation pré-budgétaire du gouvernement Charest en y déposant un mémoire intitulé « Pour un budget empreint de solidarité sociale ». Déjà, on observait dans cet exercice de relation publique une conjoncture assez lourde du côté gouvernemental qui ne démontrait pas une très grande ouverture aux idées que nous avançons.

D'autant plus que tous avaient déjà été témoins de la volonté gouvernementale de hausser les tarifs des services publics. On se rappelle en effet les hausses de tarifs décrétées dans les services de garde, malgré la promesse électorale de ne pas y toucher, passant de 5.\$ par jour à 7.\$.

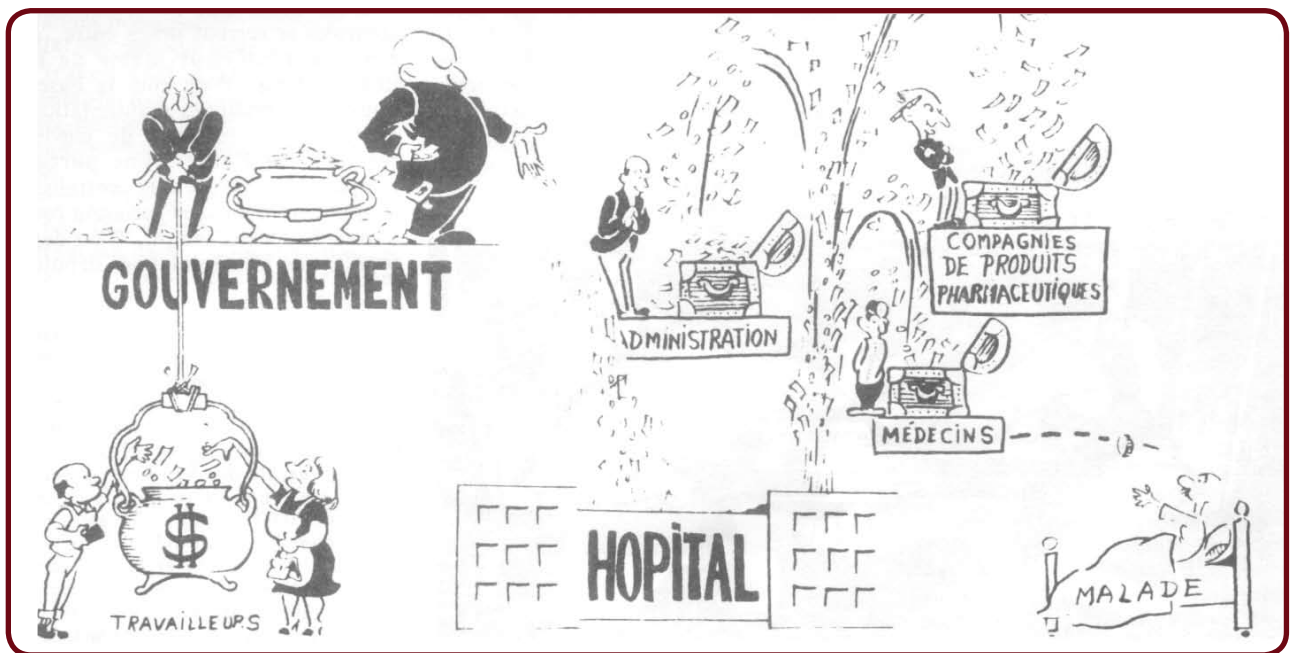
Avec les années, les hausses de tarif d'Hydro-Québec s'étaient également accumulées de fa-

dominante et du discours unique repris ad nauseam par les médias que cette tendance à la hausse était inéluctable et qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement.

Dans les faits, ce qui est annoncé fait état de nouvelles hausses d'électricité, de hausses de 3\$ par jour de frais de garde, passant de 7.\$/jour à 10.\$/jour, de hausses importantes des frais de scolarité, d'un ticket modérateur de 25.\$ pour toute consultation médicale, de diminution de la couverture de l'assurance

nariats publics-privés. Il y a là, de toute évidence, une volonté affirmée de transformer le rôle de l'État et de ses services.

Enfin, nous assistons depuis 10 ans à une imposition régressive pour les entreprises et à une diminution des impôts totalisant près de 10 milliards\$. «Par hasard», cela correspond au déficit actuel de l'État provincial. Ainsi, 60% des entreprises ne paient pas d'impôt. Celles qui en payent ne contribuent qu'à 10% des impôts récoltés par le gouvernement, 90%



çon exponentielle et d'autres hausses étaient annoncées, surtout dans les services essentiels. La tendance était lourde et marquée.

D'autres regroupements provinciaux faisaient le même constat, notamment le ME-PACQ (Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec) qui, cet automne a appelé à la création d'une coalition contre ce qui s'en venait à grands pas : la menace gouvernementale d'une offensive majeure pour hausser les tarifs et privatiser les services publics. L'idée était de faire entendre une voix discordante de la pensée

en agriculture et surtout de hausse de la TVQ.

De plus, avec la détérioration des services publics due aux coupures antérieures pour atteindre le déficit zéro, se sont constitués de plus en plus des services privés dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour compenser cette détérioration et qui ne cessent de se développer grâce à la perfusion massive de fonds publics. En fait, on assiste depuis quelques années à la privatisation progressive de plusieurs pans des services publics dans la foulée néo-libérale des parte-

des impôts étant assumés par les particuliers. Pourtant, en 1950, les entreprises contribuaient à hauteur de 50% de l'assiette fiscale et tous trouvaient cela normal.

## La contre-offensive s'organise

C'est dans ce contexte pré-budgétaire et pré-projets de loi pour l'augmentation de ces tarifs que naît, à la fin de l'automne, la Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics. Déjà, celle-ci peut compter sur 71 réseaux et organismes membres et une section pour les individus et sympathisants. Après une conférence de presse réussie,

la Coalition est en branle bas pour organiser une grande manifestation le jeudi 1er avril 2010, précédée d'une autre conférence de presse.

D'autres acteurs sociaux interviennent dans le débat public qui s'est maintenant ouvert sur cette question. On a évidemment assisté au déploiement des alliés du gouvernement par le rapport des quatre économistes engagés par le ministre Bachand et les sorties publiques des « lucides » et de leur mentor, Lucien Bouchard.

Du côté du peuple, en plus de la Coalition, un groupe d'économistes a publié le 25 février, dans *Le Devoir*, un argumentaire intitulé « L'économie autrement » qui démontrait, chiffres à l'appui, le contrepoint de la logique gouvernementale. L'IRIS contribue également à l'argumentaire populaire. Les grandes centrales syndicales, bien que d'accord avec les grandes lignes de la Coalition, n'en font pas partie pour autant, préférant distinguer la lutte du Front commun inter-syndical de celle de la Coalition. Par contre, plusieurs de leurs syndicats et fédérations font partie de la Coalition. Celle-ci est d'ailleurs en pourparlers pour créer des convergences plus évidentes entre ces deux grandes campagnes.

### Ce qu'en pensent les membres de la Table

On intervient alors pour souligner qu'il faut espérer que ces pourparlers aboutissent, car il considère que les centrales syndicales se tirent dans le pied en ne prenant pas ouvertement fait et causes contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics. Ils donnent ainsi l'impression d'une lutte corporative pour les seuls intérêts de leurs membres, alors qu'ils auraient l'opinion publique de leur côté s'ils faisaient le lien entre leurs revendications et la défense des intérêts du peuple.

» **Le coordonnateur de la Table sur la faim** souligne que cette entreprise de démolition de tous les acquis de la « Révolution tranquille » procède d'une planification orchestrée depuis un bon moment.

» **Simon Ambeault, de la Rencontre Châteauguaise**, avance que, le pire pour les plus pauvres, c'est que ces hausses de tarif annoncées s'ajouteront non seulement aux hausses

des années passées des services publics, mais également aux hausses du prix des aliments depuis 3 ans (20% en général, mais hausses vertigineuses des denrées de base comme les céréales, les patates, etc). Ces hausses s'ajouteront ainsi aux augmentations de 29% déjà subies dans les dernières années dans le transport en commun, de 20% des tarifs d'électricité depuis 2004 pour des profits passant de 2 à 4 milliards\$, du gaz naturel de 37% et du mazout de 50% entre 2000 et 2006.

De plus, on a assisté à une déréglementation de quelques 400 médicaments qui ne sont plus couverts par l'assurance médicaments, laissant aux patients la facture de produits aux coûts de plus en plus élevés. Pour nos usagers qui n'ont aucune marge de manœuvre, toutes ces hausses de frais incompressibles se sont traduites par des coupures dans leur budget pour l'alimentation et les médicaments.

» **Chantal Zumbrun, du Club populaire de Pointe Saint-Charles**, nous informe que Josée Legault a publié dans *Le Devoir* du 25 février 2010 un article très bien documenté intitulé « Attaque à l'universalité » et qui fait ressortir l'essentiel du problème.

» **Hélène Hébert, du Fonds de dépannage du Nord-Ouest de l'île**, demande quelles sont les alternatives proposées par la Coalition.

» **Blandine Juchs, de la Coalition**, lui répond que la Coalition s'est donné divers comités de travail, notamment un comité d'action, mais aussi un comité « Alternatives ». Celui-ci a ainsi fait adopter par les membres diverses pistes de solutions pour s'attaquer au déficit des finances de l'État.

- Introduire un impôt minimum pour les sociétés. Actuellement, celles-ci ne contribuent que pour 8.2% de l'assiette fiscale contre 37.5% pour les particuliers.
- Recréer une imposition progressive selon le revenu et, à cet effet, remettre de nouveaux paliers d'imposition progressifs pour distinguer les gros revenus des très gros revenus
- Diminuer la contribution maximale à un RÉER et à un RÉA. Ces cotisations annuelles non imposables sont actuellement

de 21 000.\$ et de 22 000.\$ respectivement, mettant à l'abri de la contribution collective aux frais des services publics les contribuables les plus fortunés.

- Diminuer les déductions fiscales des gains de capital
- Augmenter les redevances sur les ressources naturelles de notre territoire (les mines, l'eau, la forêt, etc) qui sont littéralement pillées pour des miettes par les entreprises privées. Des états africains nous donnent ici la leçon en demandant des redevances beaucoup plus élevées que nous pour leurs matières premières.
- Hausses de taxes à la consommation de produits de luxe, notamment les plus polluants.

Elle ajoute qu'il s'agit en fait de s'opposer à l'idée de l'utilisateur-payeur des services publics comme s'il s'agissait de denrées commerciales, alors qu'il s'agit de biens communs (services payés par nos impôts) dispensés à des citoyens en fonction de droits qui leur sont reconnus dans la Constitution.

» **Jean-Paul Faniel, de la Table sur la faim**, ajoute qu'il faudrait également, pour renflouer les finances publiques, s'assurer de la bonne gestion de celles-ci en commençant par s'attaquer à la collusion entrepreneurs-Parti Libéral dans l'octroi de contrats gouvernementaux. Il y a quelques mois, pendant la campagne municipale, un haut fonctionnaire du Ministère des Transports avançait qu'il nous coûtait, bon an mal an, entre 35 et 40% de plus en contrats qu'en Ontario pour des travaux similaires. Or, d'ici 2013, nous dépenserons au Québec quelques 43 milliards\$ en contrats d'infrastructure. Calcul rapide, on perdra donc près de 17 milliards\$ qui iront dans les poches des amis du Parti et, pour une certaine part, dans celle du Parti lui-même. Imaginez ce qu'on pourrait offrir en services avec ces 17 milliards.

Et c'est sans parler de l'évasion fiscale des grandes compagnies, reconnue publiquement par plusieurs gouvernements occidentaux qui ont enjoint la Suisse et d'autres paradis fiscaux à collaborer avec eux pour rapatrier ces sommes fabuleuses. Chez nous, c'est au plus haut niveau que cette évasion se poursuit, à commencer par celle



de l'entreprise de notre ancien premier ministre, Paul Martin, la Canadian Steamship Lines, qui fait battre pavillon panaméen à ses cargos pour ne pas payer d'impôt au Canada. Loin de le nier, il arguait qu'il lui fallait continuer cette pratique illégale pour concurrencer tous les autres cargos du monde qui font de même.

» **Hélène Hébert, du Fonds de dépannage du Nord-Ouest de l'île**, opine qu'il faudrait également interdire le double ou le triple revenu de retraite pour les élus et les hauts fonctionnaires quand ils passent d'un poste à un autre, comme on le constate scandaleusement actuellement.

» **Blandine Juchs, de la Coalition** lui répond que personne ne veut empêcher les gens de toucher les revenus de retraite auxquels ils ont droit, après avoir servi les intérêts publics. Ce à quoi nous nous opposons, c'est à l'idée même de l'utilisateur/payeur qui pénalise les plus pauvres et va à l'encontre de la société que nous avons construite qui est basée sur les droits des citoyens et sur la redistribution de la richesse pour les rendre accessibles.

Plutôt que l'État regarnisse ses coffres par une taxe sur les services, ce qui est demandé, c'est d'imposer le revenu total des gens de façon à ce que les plus riches payent plus d'impôts selon une échelle progressive comme c'était le cas auparavant. Ainsi, aux États-Unis, la mecque du capitalisme mondial, sous le président Roosevelt, après la seconde guerre mondiale, les plus hauts revenus payaient jusqu'à 94% de leur revenu annuel en impôt. On croit rêver quand on voit les taux d'imposition ridicules actuellement pour les hauts revenus et les entreprises. On arriverait à ce résultat en augmentant les paliers d'imposition pour diviser les paliers des plus riches en riches, très riches et très, très riches.

» **François Décary, d'Option consommateurs**, nous rappelle qu'il s'agit là d'une offensive majeure néo-libérale commencée autour de 1980 par les gouvernants économiques et politiques occidentaux pour démolir le type de gouvernance social-démocrate qui a prévalu jusqu'ici et le remplacer par des États aux pouvoirs affaiblis et aux services

diminués au profit de l'entreprise privée. Le prochain budget fédéral nous confirmera dans cette voie en diminuant encore les impôts et en coupant encore dans les services aux citoyens au nom de l'atteinte du déficit.

» **Jean-Paul Faniel, de la Table sur la faim**, ajoute que, dans ce scénario de remplacer les impôts par une tarification des services et remplacer les services publics par des services privatisés, l'État cherche également à faire jouer un rôle au communautaire. Dans cet effort pour diminuer les services offerts par l'État, le communautaire est appelé de plus en plus à remplacer à bon marché les employés de l'État dans certains services moins rentables pour le privé car s'adressant aux populations pauvres.

Ainsi, lorsque certains services de santé seront devenus assez rentables grâce à la tarification, le privé sera tenté de les acquérir. Par contre, pour d'autres services moins rentables, on les confiera au communautaire qu'on poussera de plus en plus pour qu'il se transforme en entreprise d'économie sociale. Au bout du compte, les services offerts par l'État à partir de nos impôts diminueront tellement qu'on se rapprochera de plus en plus du modèle américain où les citoyens sont obligés de payer pour leurs services, notamment en santé, et où les plus pauvres n'ont plus accès à ces services de base faute de pouvoir se les payer. On passerait alors d'une société de droits à une société de privilèges, selon notre revenu.

Il y a là toute une réflexion qu'il nous faudra faire sur le rôle que l'on joue actuellement dans ce scénario et celui que l'on veut jouer, d'autant plus que l'on se bat pour augmenter les revenus des plus pauvres et pour préserver leur dignité, alors que l'on ne se préoccupe pas de notre propre revenu et de notre propre dignité comme travailleur du communautaire lorsque nous serons à la retraite et pauvres.

» **Louise Bergeron, du Groupe Ressources du Plateau Mont-Royal**, considère que la situation ressemble de plus en plus à un scénario catastrophe qui nous amène vers une défaite certaine.

» **Jean-Paul Faniel, de la Table sur la faim**, lui répond que si l'on se fit unique-

ment sur la campagne de manipulation de l'opinion publique en cours depuis quelques années, on peut penser de cette façon. Par contre, si l'on considère que la population a expérimenté les avantages d'une société de droits plus solidaire basée sur une imposition progressive et sur des services gratuits, il y a là un terreau fertile et une possibilité de rappel pour contrer cette manipulation de l'opinion publique. Ce n'est pas comme si on devrait proposer un type de société utopique complètement à réinventer. Les gens savent qu'une telle société plus solidaire est possible, ils l'ont vécue.

» **Chantal Zumbrun, du Club populaire des consommateurs**. Ce qu'il nous reste à faire est de se mobiliser et de mobiliser nos usagers, d'abord par un travail d'information et d'éducation populaire. Il nous faut montrer l'exemple en adhérant comme organisme et comme individus à la Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics.

» **Hélène Hébert, du Fonds de dépannage du Nord-Ouest de l'île**, ajoute qu'il nous faudrait, dans cet effort de mobilisation de la population, un porte-parole vedette et crédible.

» **Blandine Juchs, de la Coalition** lui répond qu'au contraire la Coalition tente d'offrir une image de mobilisation la plus large possible et qu'à cet effet, elle opte plutôt pour une direction collective et plusieurs porte-parole rotatifs du mouvement.

En clôturant cette discussion, le président d'assemblée remercie notre invitée pour sa présentation et l'échange à laquelle elle a participé et rappelle aux membres participants la date du 1er avril pour mobiliser notre monde à la grande marche contre hausse de la tarification et la privatisation des services.

**JEUDI, LE 1ER AVRIL 2010**

**QUELLE HEURE : 13h00**

**OÙ : Square Phillips à Montréal**

(au coin des rues Ste-Catherine et Union • métro McGill)

**Manifestons notre opposition à la tarification  
et à la privatisation des services publics**

**NOUS NE PAIERONS PAS POUR LEUR CRISE !**

**Soyons-y en grand nombre  
pour répondre aux attaques contre notre société de droits.**

**La richesse existe, redistribuons là  
plutôt que de piger encore dans la poche des plus pauvres!**



La possédons-nous?LA SAGESSE DE L'OUTARDE

*Vous vous êtes peut-être demandé, en regardant les grands migrateurs au printemps, pourquoi les outardes adoptent toujours une formation en «V». Des savants ont découvert que les battements d'ailes des oiseaux «soulèvent l'air, facilitant ainsi le vol des oiseaux qui les suivent.» La formation en «V» permet aux outardes de voler 71 % plus loin qu'un oiseau volant seul.*

**PREMIÈRE CONCLUSION:** les gens qui avancent ensemble dans la même direction atteignent l'objectif plus rapidement et plus facilement, car ils s'appuient les uns sur les autres.



*Lorsqu'une outarde quitte la formation, elle ressent immédiatement la résistance de l'air et doit fournir un effort beaucoup plus grand.*

**DEUXIÈME CONCLUSION.** faisons équipe avec ceux qui visent le même objectif que nous.

*Quand l'outarde est fatiguée, elle rentre dans le rang et une autre prend sa place.*

**TROISIÈME CONCLUSION:** les résultats sont meilleurs lorsque chacun s'acquitte à tour de rôle des tâches les plus difficiles.

*Les outardes cacardent pour encourager celles qui les mènent.*

**QUATRIÈME CONCLUSION:** ceux qui nous mènent ont eux aussi besoin d'encouragements.

*Enfin, lorsqu'une outarde malade ou blessée quitte la formation, deux autres la suivent pour l'aider et la protéger jusqu'à ce qu'elle soit rétablie.*

**DERNIÈRE CONCLUSION:** Imitons la sagesse de l'outarde et serrons-nous les coudes.

*Auteur inconnu.*



# Les crises actuelles à la lumière de celle de 1929

Nous vivons actuellement les conséquences dramatiques d'un cumul de crises alimentaires, financières et économiques qui fragilisent la situation de plus en plus de gens qui perdent leurs emplois ou leurs maisons et atteignent de plein fouet les plus pauvres d'entre nous. Nos dirigeants politiques et économiques ont décidé de répondre à ces phénomènes en diminuant les impôts, en augmentant les tarifs pour les services publics et en transférant peu à peu certains de ces services à l'entreprise privée. Est-ce la seule réponse qu'on peut y apporter ? Regardons dans le rétroviseur de l'histoire pour y comprendre quelque chose.

## 1. La crise de 1929

Peu de gens savent qu'avant la grande crise de 1929, une autre crise majeure avait frappé les pays occidentaux en 1878. Affamées par des conditions de travail d'exploitation, les classes populaires de ces pays ne pouvant se procurer les biens de consommations de base s'étaient soulevées un peu partout et avaient été réprimées massivement. Pour « régler » cette crise, les classes dirigeantes occidentales avaient alors élargies leur source d'approvisionnement en matières premières, dans un premier temps, en se créant chacune un empire colonial et, dans un deuxième temps, en déclenchant la première guerre mondiale entre ces empires, la guerre de 1914-18, qui relançait la production.

mieux en mieux et culmine en Russie par la révolution bolchevique de 1917, ceux-ci paniquent certes, mais sont incapables de convenir d'une politique cohérente. Et c'est la crise de 1929, qui marque le début de la Grande Dépression. Celle-ci trouve son origine aux

mine et on réprime toute tentative syndicale. Il n'y a donc pas de débouchés dans l'industrie « réelle » pour le capital disponible à investir. Pour faire encore plus d'argent, les investisseurs se tournent alors vers la Bourse et la spéculation. Ce ne sont plus les dividendes sur la production

de biens qui les attirent, mais la possibilité de revendre, avec une importante plus-value, beaucoup de titres achetés à crédit spécifiquement à cette fin. En fait, le krach de 1929 est consécutif à une bulle spéculative qui a été amplifiée par ce nouveau système d'achat à crédit d'actions qui, depuis 1926, a été permis à Wall Street. Les investisseurs peuvent ainsi acheter des titres en ne mettant réellement que 10% de leur poche et en empruntant le reste. Le taux des emprunts dépendant



Les années qui ont suivi cette première grande guerre ont donc été relativement prospères pour les patrons de l'Occident, qui ont continué à maintenir leurs peuples dans des conditions précaires. Cependant, devant la montée du mouvement ouvrier qui s'organise alors de

États-Unis. Dans un contexte de laisser-faire gouvernemental et de prospérité économique pour les mieux nantis, l'industrie se retrouve dans une situation de surproduction. Cette dernière résulte en effet d'une sous-consommation, car on pousse les masses populaires à la fa-

du taux d'intérêt à court terme, la pérennité de ce système dépend donc de la différence entre le taux d'appréciation des actions et ce taux d'emprunt.

Aux États-Unis, entre 1926 et 1929, le cours des actions augmente ainsi de 120 %, c'est-



à-dire beaucoup plus que les profits des entreprises, qui eux-mêmes augmentent plus que la production, la productivité, et enfin plus que les salaires. La bulle spéculative grossit alors de plus en plus.

Dès le début 1929, l'économie américaine montre des signes de faiblesse. La production industrielle recule de 7 % entre mai et octobre. Ce ralentissement est en partie dû au phénomène d'asphyxie que nous évoquions : les capitaux disponibles avides de gains faciles et rapides accourent à la bourse, plutôt que vers l'économie « réelle ».

Et c'est le krach. Plusieurs usines ferment fautes de financement. Les gens perdent leurs emplois et donc leur maigre pouvoir d'achat. S'ensuivent une baisse rapide de la demande de biens de consommation et donc une baisse des ventes de ces produits. Et, conséquence inéluctable, d'autres usines ferment faute d'écouler leur production. À cause de son émergence comme empire dominant face au déclin des empires européens, notamment la puissance britannique, la crise du système économique américain se répercute partout dans les pays industrialisés, affectant grandement leurs économies, notamment celle du Canada dont des milliers de citoyens en payent le prix. Par son ampleur, il s'agit là d'une crise économique majeure, sans précédent alors dans l'Histoire.

## 2. Réaction des dirigeants économiques et politiques

Né avant cette crise économique, dont il précipite d'ailleurs la venue en disciplinant la main-d'œuvre pour une plus grande productivité, tout en maintenant de bas salaires et donc la sous-consommation, le « Fordisme » se développe comme une première réponse à cette crise. Ce terme vient d'Henri Ford, constructeur américain de voitures qui met le premier en place le travail à la chaîne dans ses usines. Cependant,



confronté à la montée en force des syndicats dans ses entreprises et au changement de politique du « New Deal » de Roosevelt, le président américain, il est obligé de revoir sa politique salariale. Il augmente alors le salaire de ses ouvriers afin, dit-il, « qu'ils puissent s'acheter une voiture Ford ». Le « fordisme » est ainsi réinventé par le « keynésianisme » qui impose un rééquilibrage entre production de masse (fordisme) et redistribution des revenus, d'où le « cercle vertueux ».

Et, de fait, il crée un nouveau marché qui stimule la consommation et donc la production. Ainsi, à leur corps défendant, certains capitalistes découvrent que, pour vendre leurs produits, il faut que la population ait les revenus pour les acheter.

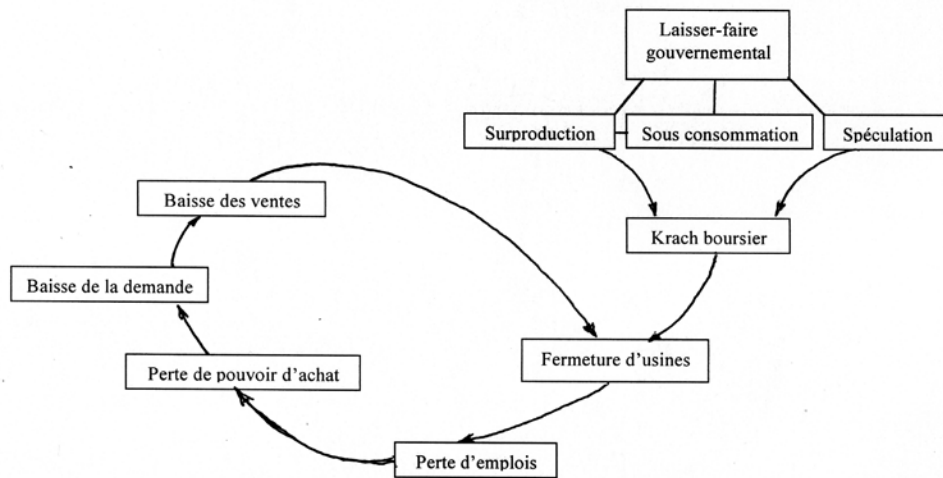
Cette nouvelle façon de voir le développement économique (le keynésianisme) qui harmonise l'augmentation des salaires à l'augmentation de la productivité, se généralise à d'autres secteurs industriels aux États-Unis et au Canada. Pas étonnant que la syndicalisation, sous la pression également de la montée du

communisme à travers le monde, prospère alors, celle-ci devenant, de fait, un instrument de développement économique.

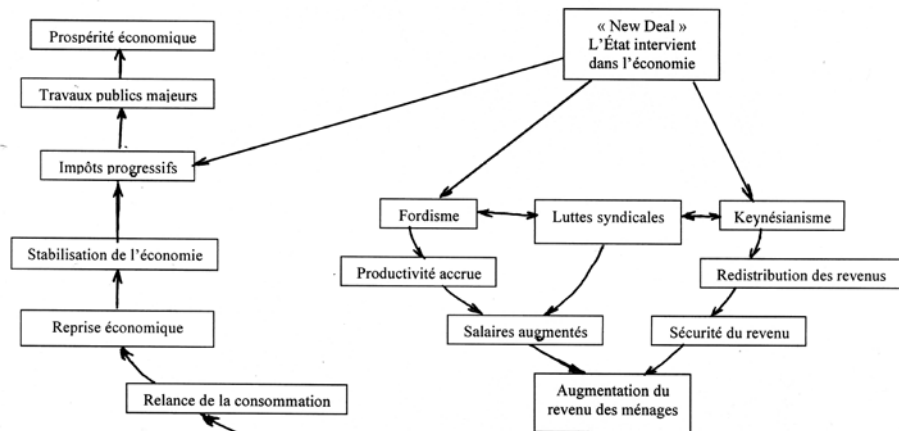
Sous la poussée de luttes gigantesques du mouvement ouvrier tant aux États-Unis qu'en Europe, l'idée d'un « filet de sécurité de revenu » s'impose aussi à cette époque dans la majorité des pays industrialisés. On assiste ainsi en Occident à la mise en place du salaire minimum, de l'aide sociale, de l'assurance chômage. Toutes ces mesures ont pour effet de calmer la grogne des masses populaires, d'augmenter peu à peu le revenu de la population et d'injecter ainsi de l'argent neuf dans le marché de la consommation.

Ces avancées sociales agissent donc comme « stabilisateur » de l'économie. En effet, elles permettent de relancer la consommation et donc de recréer assez rapidement des débouchés pour le capitalisme. À la fin des années 30, nous assistons ainsi à la naissance de la social-démocratie, d'abord en Amérique, avec l'intervention du gouvernement dans l'économie, sous forme principalement de la hausse du revenu de la population et d'investissement majeur dans les travaux publics.

### CYCLE DE LA CRISE DE 1929



## CYCLE DE SORTIE DE LA CRISE DE 1929



## 3. La seconde guerre mondiale

Survient alors la seconde guerre mondiale qui oppose le projet fasciste ultra réactionnaire au projet bourgeois historique dominant dans les pays occidentaux. Devant cette menace à leur hégémonie, une partie déterminante des classes dirigeantes occidentales décident de s'allier aux masses anti-fascistes tant en Europe que dans leur propre pays. On assiste ainsi à une alliance auparavant inimaginable mais temporaire entre, d'une part la Russie communiste et ses alliés des mouvements ouvriers occidentaux et, d'autre part, la majorité des dirigeants politiques et économiques des pays occidentaux. Cette alliance ne se fera cependant pas en nivelant les intérêts de chacun des camps. Le mouvement ouvrier, pendant la guerre et aussi après, maintient la pression, négocie son alliance et arrache ainsi des avantages sociaux et salariaux importants, on le verra plus loin.

Cette guerre a de plus l'avantage pour ces dominants de relancer l'économie, par le biais des dépenses militaires. L'effort de guerre crée en effet de nouveaux emplois mais, phénomène important, ces emplois voient de nombreuses femmes entrer sur le marché du travail pour remplacer les hommes partis au front. Même si nombre d'entre elles redeviennent femme au foyer à la fin de la guerre, cela amorce

tout de même un profond changement dans les mentalités, qui se fera de plus en plus sentir sur le marché du travail par la suite.

## 4. Les 30 Glorieuses

L'après-guerre marque le début d'une période de prospérité sans précédent pour tous les pays industrialisés. De fait, la reconstruction des pays ravagés permet de créer de nouveaux emplois. De plus, la guerre froide qui reprend entre les anciens alliés entraîne la poursuite des dépenses en armement. On assiste ainsi au début de l'hégémonie américaine. En effet, l'Europe et le Japon étant en pleine reconstruction, les entreprises américaines n'ont plus de concurrence dans le commerce international et rachètent même des entreprises étrangères. De plus, avec le plan Marshall de reconstruction de l'Europe, les États-Unis étendent encore plus leurs tentacules sur le reste du monde. Le « Néo-Fordisme » américain se répand alors partout avec sa réorganisation scientifique du travail, l'augmentation de la productivité et celle des salaires.

Partout dans les pays industrialisés, la croissance économique soutenue s'accompagne ainsi d'une croissance des niveaux de vie inimaginable pour les générations antérieures. Cette période

de prospérité qui dure de 1945 à 1975 est appelée « les 30 Glorieuses ». Pendant ce temps, au Sud, la révolte des peuples exploités par l'Occident se poursuit tant en Chine et au Vietnam, que dans les pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine.

## 5. La révolution tranquille

Le Québec, bien qu'un peu en retard de quelques années (1960), n'est cependant pas en reste de ces bouleversements. Sa structure économique basée sur l'exportation de matières premières et l'industrie de l'armement lui a permis de participer en partie à cette relance économique durant la guerre. Cependant, par la suite, pour vraiment atteindre une vitesse de croisière comparable aux autres contrées, il lui manque un chef d'orchestre, l'État entrepreneur. Sous la pression lui aussi d'un mouvement syndical en développement et de forces de changement grandissantes, le Québec se donne ce chef d'orchestre avec la « révolution tranquille » qui correspond ainsi à une période de rattrapage. En effet, c'est dans les années 60-65 qu'on assiste ici au début d'une forte croissance économique où l'on voit l'État devenir maître d'œuvre des changements structurels : construction du réseau autoroutier, création d'Hydro Québec, de la Société générale de financement et de la Caisse de Dépôts, le « bas de laine » des québécois, qui serviront de leviers économiques au développement d'une bourgeoisie francophone québécoise. Ce départ tardif a aussi permis de faire durer la croissance plus tard au Québec que dans les autres pays.

Ces années sont de plus marquées par la création d'une série de nouvelles institutions sociales : création des ministères de l'Éducation et de la Santé et accentuation de la protection sociale contre les risques associés au chômage, à la maladie et à la vieillesse. On assiste ainsi à la consolidation de l'«État Providence» et de certaines politiques associées au concept

de social-démocratie. Une plus grande partie de la population accède alors accès à l'éducation supérieure. De plus, le développement de la fonction publique est source de création emploi.

Du côté de l'industrie, on assiste ici aussi au développement grand V du « néo-for-disme » américain dans le secteur manufacturier, puis dans le secteur des services comme les épiceries qui, envahies par le grand capital, se transforment en chaînes d'alimentation tels que nous les connaissons maintenant. Au niveau gouvernemental, l'État favorise lui-même la syndicalisation massive de la fonction publique, afin que les négociations centralisées des conventions collectives soient intégrées au plan de développement économique.

## 6. Le choc pétrolier et la montée du néo-libéralisme

En 1974 survient un changement majeur. Les pays producteurs de pétrole, retrouvant pour plusieurs d'entre eux leur souveraineté politique, décident de reprendre du contrôle sur leurs ressources premières, jusqu'alors contrôlées par les grandes pétrolières, et augmentent donc de façon drastique le prix du brut, afin d'en retirer une bonne part des revenus. C'est le choc pétrolier, qui sonne la fin de cette période de prospérité économique.

Parallèlement à cette crise pétrolière, dans les années 70, les travaux de reconstruction d'après-guerre s'achèvent en Europe et au Japon. Ces pays peu-

vent à nouveau participer pleinement au développement du commerce international et redeviennent des concurrents pour les États-Unis et le Canada. Cette concurrence entre pays développés entraîne une forte pression sur les salaires. Le pouvoir d'achat diminuant sensiblement, les gens consomment moins et on assiste peu à peu à la destruction des marchés domestiques de chaque pays. Corollaires de ces changements économiques, les révoltes étudiantes de mai 68 et les grandes résistances ouvrières des pays du Nord jumelées aux révoltes populaires au Sud (victoire cubaine, algérienne, vietnamienne et soulèvement populaire en Amérique latine) traduisent un désarroi des classes dominantes occidentales.

S'en suit alors un phénomène de cycles économiques, avec des périodes de croissance, suivies de crises puis de périodes de récession et ainsi de suite. La montée en force des États pétroliers et des économies européenne et

japonaise change ainsi la donne. Pour s'adapter à cette nouvelle réalité et garder leur marge de profit, les capitalistes décident de jouer le jeu au niveau international et en font payer le prix à leurs populations. C'est l'avènement de la pensée « néolibérale » avec la relance de la militarisation sous Reagan aux États-Unis et Thatcher en Grande-Bretagne, la remise en cause de l'État providence, l'abandon de la pensée social-démocrate et le retour au « libre marché ».

Contrairement à ce qui se passait durant la période des « 30 Glorieuses », les salaires ne suivent désormais plus la productivité. Par exemple, de 1976 à 2006, le salaire moyen, compte tenu de l'inflation, n'a pas bougé, mais les prix eux ont continué d'augmenter! Constat qui illustre cette stagnation des salaires réels : avant 1975, un salaire suffisait à faire vivre une famille entière. Après cette période, il faut deux salaires dans un ménage pour arriver à joindre les deux bouts. Les femmes entrent donc massivement sur le marché du travail.

Cette injection de nouvelle main-d'œuvre bouleverse alors profondément la société. On observe un transfert de la production domestique vers le marché. Faute de temps pour cuisiner, on achète par exemple des plats préparés, on va au restaurant, on préfère acheter des vêtements, plutôt que de les repriser. Les plus aisés font appel à une femme de ménage ou une gardienne d'enfant... Ainsi, avec un deuxième salaire, le revenu des ménages augmente, mais le temps manquant pour les tâches ménagères, les dépenses du ménage augmentent aussi, puisqu'on achète aujourd'hui ce qu'on produisait soi-même auparavant. Et c'est sans compter le bouleversement des habitudes de vie : exit les repas





familiaux, manque de temps pour l'aide aux devoirs et l'apprentissage culinaire, obligation de faire garder les enfants de plus en plus souvent, bref, dislocation de l'espace de reproduction familial, au sens économique du terme.

Nous assistons, à partir de là, à un phénomène de polarisation. Concrètement, les pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches. Ainsi, de 1982 à 2004, alors que le revenu des ouvriers subit un déclin accéléré, les familles canadiennes les plus pauvres (celles dont le revenu se situe dans le cinquième le plus bas) voient leur revenu moyen passer de 6 000 à seulement 10 000 \$, soit dix fois moins que l'augmentation du cinquième de la population la plus riche.

Au Québec, à partir de la crise des années 80, on voit les industries de l'Est de Montréal et de beaucoup de régions du Québec fermer les unes après les autres. La pauvreté augmente de façon dramatique et les banques et comptoirs alimentaires se déve-

loppent alors massivement pour combler les besoins des populations les plus affectées. Cette dynamique de paupérisation massive à travers tout le Québec se poursuivra par la suite et s'accroîtra avec les crises de l'industrie forestière en 2007, les crises alimentaire et financière en 2008, causées par la spéculation des dominants, et la crise économique qui en a résulté en 2009.

Cette mutation sociale ne fera cependant pas que des perdants. En effet, pour certains secteurs de la population, la richesse progresse, car une sorte d'«overclass» profite de la financiarisation et de l'élargissement des marchés qu'oc-

casione la globalisation de l'économie à l'échelle mondiale. Cette «nouvelle classe moyenne» se retrouve dans les secteurs de la finance, des nouvelles technologies, etc. Ainsi, pendant que l'Est et le Sud-Ouest de la métropole s'appauvrissent, le Plateau Mont-Royal voient apparaître ces nouveaux «yuppies» qui côtoient les artistes sans le sou et les travailleurs autonomes précaires.

### 7. La situation actuelle au Québec

Alors qu'après la crise des années 30, les classes dirigeantes capitulent devant la montée des luttes populaires en augmentant le revenu de la population pour relancer la consommation et donc l'économie nationale, on assiste actuellement à un tout autre scénario. Plutôt

salaires, nos salaires, nos conditions de travail arrachés de hautes luttes et les impôts progressifs servant à payer les filets de sécurité sociale (Sécurité du revenu, assurance emploi, pensions de vieillesse, services gouvernementaux) deviennent soudain un « fardeau de trop » pour nos patrons. Décidant de jouer l'argument de la concurrence internationale afin d'augmenter encore plus leur part du marché, les capitalistes font du chantage au démantèlement de leur industrie dans ces pays et déstructurent alors le marché du travail en conséquence dans leur propre pays. Finis les nouveaux emplois à temps plein; les emplois précaires (à temps partiel, sur appel, travail autonome) deviennent de plus en plus la norme.



que de compter sur la consommation nationale pour stimuler notre économie, notre classe dirigeante se tourne vers les marchés extérieurs pour absorber notre production et accentue ainsi notre vocation de pays exportateur. Cela a pour conséquence qu'on ne cherche plus vraiment à maintenir le pouvoir d'achat de la population pour faire rouler notre économie.

De plus, confrontés à la globalisation des marchés et à la concurrence des compagnies internationales implantées dans les pays émergents du Tiers-monde (Chine, Inde, Brésil, Corée du sud, Mexique, etc) qui paient de très bas

Résultat : alors qu'il était de mise auparavant de considérer que travailler égaillait une sortie de pauvreté, cela n'est plus vrai maintenant. Ainsi, à Montréal, 43% des travailleurs montréalais vivent actuellement sous le seuil de faible revenu. Aux USA, on les appelle les « working poors ». Conséquence : un grand nombre de familles de travailleurs à faible revenu subissent des cycles constants de pauvreté ou de quasi-pauvreté, selon que leurs parents engrangent ou non suffisamment de semaines de salaire convenable pendant l'année pour avoir droit à l'Assurance emploi, dont les exigences ont d'ailleurs augmenté et les prestations diminuées drastiquement. De fait, le Ca-

nada se distingue des autres pays industrialisés avancés par ses faibles salaires et un taux élevé et croissant d'emplois précaires.

Ce tableau du travail rémunéré nous donne maintenant un autre visage de la pauvreté. Celle-ci ne se confine plus aux personnes sans emplois, mais elle s'étend maintenant à près de la moitié des personnes qui travaillent. Pour le communautaire qui a pour mission de lutter contre la pauvreté, c'est une donne dont il faudra dorénavant tenir compte. Mais qui sont ces travailleurs à faible revenu?

### 8. Les femmes salariées

Comme exposé précédemment, vu la diminution constante du pouvoir d'achat, un seul salaire ne suffit plus maintenant à rencontrer les exigences d'un budget familial. En effet, l'augmentation du salaire minimum, et donc des salaires en général, ne suit plus l'augmentation du coût de la vie. Ainsi, de 1979 à 1998, le salaire minimum augmente de 98% alors que le coût de la vie croît de 127%. En fait, le prix des dépenses incompressibles comme le loyer, l'électricité et le chauffage augmente sensiblement et, dernièrement, celui des denrées alimentaires explose littéralement.

Conséquence, les femmes ont réinvesti massivement le marché du travail et ce sont elles principalement qui occupent ces emplois précaires et à faible salaire, notamment dans le secteur des services. À preuve, à Montréal, les hommes ont un revenu total moyen de 33 920 \$, soit un revenu 47 % supérieur à celui des femmes qui se situe, lui, à 23 045 \$. On comprend alors aisément pourquoi la proportion de femmes vivant sous le seuil de faible revenu est de 30,1 % alors qu'elle est de 26,2 % chez les hommes.

La tendance de l'économie nous démontre d'ailleurs que ce type d'emploi continuera de dominer le marché. De fait,

la consommation de services est destinée à augmenter à mesure que les deux conjoints passent un plus grand nombre d'heures dans un travail rémunéré et recherchent ainsi des services pour satisfaire aux besoins de leur famille.

### 9. Les femmes monoparentales

Cette situation financière difficile des ménages conventionnels nous donne la mesure du drame quotidien vécu par les familles monoparentales pour joindre les deux bouts. Or, ces familles sont largement sous la responsabilité de femmes. En fait, les recherches démontrent que le divorce est une cause au moins aussi importante de la pauvreté infantile que la perte d'emploi. Les familles monoparentales représentent ainsi le quart de toutes les familles avec des enfants et sont en croissance constante dans notre société. Et, selon les données de Statistique Canada, 57,7 % des familles monoparentales vivent sous le seuil de faible revenu, tandis que le pourcentage est de 20,7 % pour les familles biparentales.

### 10. Les jeunes

Il n'y a pas que les formes familiales qui se sont profondément transformées. Certaines catégories de la population ont aussi vu leur mode de vie changer et, de ce fait, sont aujourd'hui davantage touchées par la pauvreté que dans le passé. C'est le cas des jeunes. D'un côté, des études supérieures sont requises pour accéder aux échelons de carrière de la classe moyenne, mais de l'autre, des études plus longues signifient que les jeunes adultes ont moins d'expérience de travail à l'âge de 30 ans, ce qui se traduit par des niveaux de salaires et de richesse acquise relativement faibles. Les revenus annuels des 18-24 ans ont ainsi diminué de 30% au cours des 15 dernières années.

Les jeunes travailleurs sont aussi sur-représentés parmi les chômeurs et sont parmi ceux qui occupent des emplois précaires. Par exemple, en 2001 à Mon-

tréal, les 15-24 ans connaissaient le plus fort taux de chômage, soit 13 %; et les 18-24 ans étaient au 2e rang des personnes vivant sous le seuil de faible revenu.

### 11. Les personnes âgées

Les personnes plus âgées sont aussi particulièrement vulnérables. Ainsi, selon Emploi-Québec, 55,4 % de la population âgée de 45 à 65 ans occupe un emploi à temps partiel. La qualité des emplois occupés de même que le chômage prolongé des personnes âgées risquent de leur procurer des conditions de retraite désavantageuses. Aujourd'hui, une personne âgée seule, qui compte seulement sur les prestations de la sécurité de la vieillesse, se situe nettement en dessous du seuil du faible revenu. C'est une question qui interpellent particulièrement les travailleurs et les travailleuses du secteur communautaire, d'une part, parce qu'il s'agit là d'une population qu'ils desservent régulièrement et, d'autre part, parce que c'est le sort qui les attend, eux qui n'ont pour la plupart aucune pension de vieillesse.

### 12. En conclusion

On le voit, les causes des crises que nous subissons demeurent le fait d'un système basé sur l'accumulation éhontée des profits des dominants au détriment du bien commun. De même, les conditions pénibles que nous vivons actuellement dépendent plus des grands changements structurels qu'on nous impose en conséquence et du rapport de force que nous développons collectivement pour y résister, que des responsabilités personnelles de chacun.

Cependant, l'avantage de comparer les réactions de nos classes dominantes à ces périodes de crise successives nous démontre que les choix de sortie de crise retenus ne sont pas faits dans notre intérêt, mais uniquement dans le leur. Ainsi, il serait logique de penser que, plutôt de diminuer les impôts des compagnies, des personnes riches et des citoyens à revenu

moyen pour relancer l'économie, il serait préférable d'augmenter les revenus des plus pauvres en haussant le salaire minimum et les prestations de sécurité de revenu et des pensions de vieillesse.

En effet, les compagnies et les personnes riches sont celles qui possèdent le plus les moyens actuellement pour investir dans l'économie et pour soutenir, sans trop se priver, les services gouvernementaux qui devraient assurer une meilleure santé et une scolarisation de qualité aux travailleurs de leur entreprise comme le démontrent d'ailleurs la dernière étude de l'IRIS.

Par ailleurs, les personnes à revenu moyen qui voient leur impôt diminuer, en ces temps d'incertitude n'ont pas tendance à acheter une nouvelle auto ou un nouveau mobilier, comme ils en ont pris l'habitude, mais préfèrent prendre une

attitude prudente en usant leurs biens de luxe encore une année.

Par contre, les personnes à faible revenu (et ils sont beaucoup), qui manquent de l'essentiel, profiteraient d'une telle augmentation de revenu pour se procurer rapidement ce qui leur manque, réinvestissant ainsi massivement cet argent dans le marché de consommation et relançant du coup l'économie. C'est exactement la pensée qui guidait en d'autres temps les patrons de notre système, encouragés en cela, il faut le dire, par les pressions populaires. Autre temps, autre mœurs ! Mais même logique du profit maximum. Et au diable les conséquences pour la population ! ■

### LA PAUVRETÉ EN CHIFFRES

- À Montréal 31,2 % de la population vit sous le seuil de faible revenu
- À Montréal, 42,7% des travailleurs vivent sous le seuil de faible revenu à Montréal.
- Près de 75 % de la main-d'œuvre pauvre travaille à temps partiel à Montréal.
- Seulement 28 % des gens travaillent de façon volontaire à temps partiel, 27 % le font faute d'avoir un autre choix et 44 % sont classés dans « autres raisons » (maladie ou incapacité, soins aux enfants, école et autres obligations personnelles ou familiales).





# Grandir (et grossir) avec la télévision [Partie 2\*]

Hier, nous avons vu l'omniprésence de la télévision dans la vie de nos enfants et ses effets sur la « pandémie » d'obésité qui sévit actuellement. Comment en est-on arrivé là ?

## Le marketing

Remercions d'abord les experts en marketing et certains psychologues qui ont si bien travaillé pour les multinationales alimentaires. L'argent n'a pas d'odeur, paraît-il. Du moins pour ceux qui ont perdu le sens de l'odorat. Plusieurs recherches ont analysé les stratégies du marketing alimentaire. On a ainsi constaté que les « publicistes » ont délibérément ciblé les émotions des enfants : le plaisir, l'humour, le bonheur, le succès, le désir de gagner, la popularité... Leurs techniques utilisent le dessin animé, la magie, l'aventure et la violence (50% des pubs alimentaire pour enfants), les déplacements rapides (3 fois plus vite que la vitesse réelle).

La publicité annonce souvent des cadeaux gratuits avec l'achat d'un aliment ou encore des concours et des prix. Ces stratégies conduisent 75% des enfants à acheter ces produits; 65% continuent de les acheter même quand la promotion est terminée.

Certains jouets gratuits sont reliés à des émissions pour enfants. Pour augmenter la demande, les compagnies offrent les jouets sous forme de collections ou encore pour un temps limité seulement. Très souvent, la pub s'étend plus longtemps sur le jouet que sur l'aliment lui-même.

Les pubs utilisent aussi des vedettes sportives ou des vedettes d'émissions jeunesse.

Une stratégie fréquente consiste à inclure une publicité dans le scénario d'un film. Dans les *Fantastic Four* par exemple, on trouve des promotions de Burger King, Kelloggs et Pepsi.

## Marketing et parents

Il ne faut surtout pas croire que les publicistes ne visent que les enfants. Ils ont aussi développés des stratégies pour convaincre les parents de leur vendre leur enfant en ayant l'impression que c'est pour leur bien. Dans le site Web de McDonald, par exemple, on développe une dizaine d'arguments pour convaincre les parents d'amener leur enfant au parc d'engraissement.

On vous y montrera que McDo est un généreux donateur pour les œuvres de bienfaisance, qu'il éteint ses lumières pour appuyer le Jour de la

Terre (sic), que les jouets McDo sont sécuritaires.

On poussera même le culot jusqu'à affirmer que « *Vivre dans un environnement dont l'air, la terre (consultez notre Politique sur la préservation des forêts tropicales) et l'eau sont propres représente un droit fondamental que McDonald's du Canada appuie activement par divers moyens.* »

Et que dire du Grand McDon, où employés, clients, fournisseurs et autres invités de marque se rassemblent « *pour amasser des fonds afin de venir en aide aux enfants dans le besoin du Canada. Au cours de cette journée bien spéciale, les restaurants McDonald's ont invité artistes, vedettes du sport, politiciens représentants des médias, parents et amis à travailler côte à côte au restaurant avec les équipiers (sic) et les franchisés de McDonald's, rassemblés*

*pour participer à un événement communautaire et à une collecte de fonds uniques.* »

Sans oublier, bien sûr, les œuvres des Manoirs Ronald McDonald qui prennent soin de la santé de nos enfants et de leurs mères avec les remerciements de nos hôpitaux pour enfants.

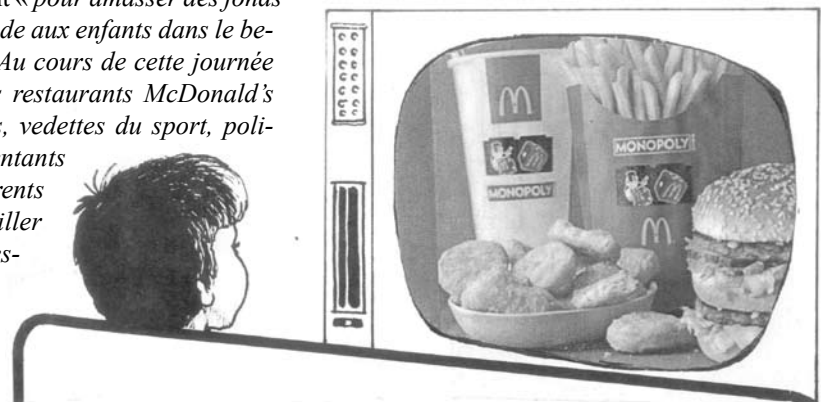
Bref, quels sont les parents assez odieux pour boycotter les McDonald? Seuls les écolo-radicaux peuvent être assez méchants pour priver leur enfant de fréquenter les McDo, une compagnie si préoccupée des forêts tropicales. Quant à l'obésité, il semble bien qu'il faille la valoriser. Que les « pelleteux » de nuages de la Santé publique considère qu'il s'agit d'un problème grave qui va conduire la génération de nos enfants à vivre moins longtemps que nous, qui s'en soucie?

## Conclusion

Voilà 22 ans que j'étudie les effets de la télévision sur l'augmentation de la violence et des peurs chez les enfants. Je me souviens

des premières réactions quand nous avons attaché le grelot. Des chroniqueurs vedettes nous suppliaient de laisser les enfants en paix avec leurs jouets de guerre. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis ce temps. Nous en sommes maintenant à plus de 3000 études scientifiques sur le sujet. La quasi-totalité constatent des effets nocifs. Bref, les conclusions sont claires. Tout comme pour les effets nocifs de la cigarette.

Malheureusement, contrairement à la ciga-



rette, le gouvernement fédéral et le CRTC n'ont pas encore tiré les conclusions évidentes de ces études. Il faut croire que l'industrie a des moyens financiers plus importants que ceux des chercheurs scientifiques.

Nous revoici maintenant devant un autre problème majeur créé par les écrans. De nombreuses études le démontrent, les écrans engendrent une augmentation fulgurante de l'obésité chez nos enfants, cela grâce aux effets conjugués de la publicité, de la sédentarité, de l'incitation à grignoter, etc.

Quels sont les moyens pour contrer ça? Ils sont nombreux et variés, mais, dans tous les cas, ils font appel au soutien de l'État. Un parent est bien petit face à McDo. ■

\*La première partie a été publiée dans le numéro de novembre 2009 de «A table!»

## Grandir (et grossir) avec la télévision : des réactions

La présentation de M. Robert Cadotte lors de l'assemblée du 24 novembre 2008 sur l'influence de la publicité télévisée sur la santé de nos enfants a suscité de nombreux commentaires et échanges parmi les membres présents.

### Des pratiques scandaleuses

Plusieurs interventions durant cet échange consistèrent à dénoncer d'autres pratiques du milieu de la distribution alimentaire. Ainsi, une participante nous apprit que son groupe avait invité un employé de McDonald's à venir leur présenter ses efforts pour syndicaliser ses confrères et consœurs employéEs. Il les informa que McDonald's incitait les jeunes employés à ne pas continuer leurs études en argumentant que certains diplômés étaient devenus itinérants. Il leur faisait également miroiter qu'en restant à l'emploi de McDo., ils pouvaient espérer avoir un jour leur propre franchise.

Une autre participante nous signala que la présence d'une franchise McDonald's dans une municipalité était souvent considérée en région comme un critère distinguant un village d'une ville. C'est tout dire de l'influence de cette chaîne de restauration rapide sur notre société.

Un autre souligna que certaines compagnies avaient préféré cesser de distribuer des échantillons gratuits de leur produit au porte à porte préférant envoyer ces échantillons dans certaines banques alimentaires, leur clientèle relativement captive leur permettant mieux de fidéliser ces futurs clients en développant

leur goût pour ces produits.

Une participante nous informa de plus que la *Fondation pour les maladies du cœur* recevait de l'argent pour chaque produit auquel elle apposait son approbation « Bon pour le cœur ».

Sur ce sujet des pratiques à dénoncer, on a proposé aux participants un livre intitulé « Toxique » qui fait étalage de différentes tactiques scandaleuses des compagnies alimentaires pour attirer la clientèle vers leurs produits.

### Des solutions pratiques et efficaces

Le point marquant de ces échanges fut cependant celui des solutions concrètes. En effet, au moment où le gouvernement Charest et la *Fondation Chagnon* investissent 400 millions \$ sur dix ans par les programmes de *Québec en forme* et du *Fonds de gestion des saines habitudes de vie* pour améliorer les habitudes alimentaires des jeunes québécois, cet enjeu de la publicité télévisée vantant la malbouffe auprès de nos jeunes est incontournable.

On aura beau demander aux groupes communautaires de développer des projets de milieux pour essayer de réparer les dégâts de cette publicité en aval, si on ne travaille pas en amont directement en encadrant mieux ce médium déterminant qu'est la télévision, on est condamné à une joute où l'on part perdant. En fait, dans ce rapport de forces entre ces compagnies omni puissantes aux moyens financiers incroyables, tout gouvernement qui voudrait concurrencer cette publicité

quotidienne de la malbouffe par des messages à la télé se ruinerait littéralement pour essayer d'égaliser leur temps d'antenne. La seule instance qui peut intervenir efficacement à ce chapitre, c'est l'école, car les enfants y sont captifs 5 heures par jour. En plus de leur transmettre des notions nutritionnelles et des qualifications culinaires, on pourrait, à même les cours de français, montrer aux enfants à mieux lire les étiquettes sur les produits pour développer leur sens critique.

À cet égard, il est important de signaler que la remise en question que certains avancent de la *Mesure alimentaire en milieu scolaire*, sous prétexte qu'elle déresponsabiliserait les parents, est contreproductive. Bien que nous militions pour aider tous les parents à mieux assumer leurs responsabilités en matière d'alimentation, notamment par les cuisines collectives et les groupes d'achats pour ne nommer que ces deux exemples, ce n'est pas en sabrant dans le seul service offert aux familles pauvres des dîners chauds et équilibrés à bas prix qu'on permettra aux enfants de ces familles de bien s'alimenter et de mieux s'instruire.

Au contraire, c'est en déployant progressivement ce service à toutes les écoles du Québec et en le doublant d'ateliers d'apprentissage culinaire et nutritionnels comme les prodigent les *Ateliers Cinq épices* (voir article) que l'on pourra vraiment espérer renverser la tendance à la malbouffe et s'assurer d'une population en meilleure santé. ■

Le député local, Gerry Sklavounos, en pleine campagne électorale se présenta durant cette assemblée de la *Table*. Après avoir été remercié par notre président pour sa contribution à notre mission, il fut d'emblée interpellé par des participants pour savoir si son gouvernement comptait réglementer le marché de l'alimentation pour que les compagnies canadiennes qui contournent la loi québécoise interdisant la publicité destinée aux enfants. En effet, celles-ci vendent sur le câble des émissions pour enfants avec annonces leur étant destinées à partir d'un signal émis en Ontario, donc en dehors de la juridiction québécoise.

Celui-ci répondit, dans un premier temps, que l'enjeu, surtout en pleine crise économique, c'était la création ou la préservation des emplois. À cet égard, si une compagnie a pour vocation de vendre des produits dont la cible est les enfants, on ne pouvait leur interdire de s'adresser à eux au risque de voir ces compagnies quitter le Québec. Et ce, d'autant plus, ajouta-t-il, que les enfants n'ont pas d'argent et que ce sont les parents qui achètent ces produits en fonction de leur jugement sur ce qui est bon pour eux.

M. Cadotte l'informa que la loi interdisant aux compagnies de faire de la publicité auprès des enfants avait été votée à l'unanimité des partis de l'Assemblée nationale, son parti, le *Parti libéral*, y compris, et qu'il était du devoir de son parti de faire les démarches nécessaires auprès du gouvernement canadien pour que celui-ci exige que toutes les compagnies canadiennes respectent la loi québécoise lorsque leurs émissions sont diffusées au Québec. Reconnaisant qu'il ne connaissait pas très bien cette loi, il nous invita à le rencontrer s'il est à nouveau élu pour le renseigner un peu plus sur ces enjeux et d'autres enjeux liés à la mission de la *Table*.

# Un nom parfumé pour ‘Les ateliers cinq épices’

Le nom fait penser au traditionnel mélange des cinq épices chinoises, mais c’est l’art culinaire au sens large, avec ses couleurs et son bouquet d’arômes, que l’on a voulu évoquer en choisissant cette appellation. Les ateliers cinq épices placent en effet la cuisine au centre de leur action, comme un moyen efficace de promouvoir une meilleure alimentation, l’éducation des petits et des grands et le développement personnel et social autour du plaisir d’apprendre en mettant la main à la pâte.

## À l’origine...

Les ateliers cinq épices sont issus de l’initiative de parents d’élèves de l’école Jeanne LeBer à Montréal qui ont eu l’idée, en 1989, de former des groupes de cuisine collective, puis d’offrir des dîners aux élèves sous le nom de *Les cuisines des parents*. Un volet éducatif s’ajoute ensuite avec l’embauche d’une nutritionniste. C’est ainsi que les premiers ateliers de cuisine nutrition voient le jour.

En 2001, le projet novateur *Petits cuistots/Parents en réseaux* se développe avec l’appui de la *Commission scolaire de Montréal (CSDM)* et, jusqu’en 2009, de la *Fondation Lucie et André Chagnon*. La fusion avec l’organisme *Le garde-manger pour tous* mène en 2003 à la création de l’organisme sans but lucratif *Les ateliers cinq épices* tel qu’il existe aujourd’hui. Sa mission? « Promouvoir l’éducation nutritionnelle et culinaire et favoriser le développement

social par le biais de l’alimentation auprès de la clientèle scolaire et étudiante, leur famille et les adultes en général, principalement en milieux appauvris. »

parents et mieux assurer l’intégration des notions et des compétences transmises. Faire ensemble la cuisine, c’est apprendre tout en manipulant les aliments, en étant attentif



## L’approche « cinq épices »

Les ateliers cinq épices ont choisi d’axer l’acquisition de connaissances nutritionnelles et sociales autour du plaisir de l’expérience commune. Pour le projet *Petits cuistots/Parents en réseaux*, sa première et principale réalisation, Les ateliers cinq épices font appel aux cinq sens pour susciter l’intérêt des jeunes et de leurs

aux couleurs, textures et arômes, en échangeant des impressions et des informations, avant de finalement déguster le fruit d’un travail commun. Pas étonnant que plusieurs ne résistent pas à l’envie de répéter l’expérience à la maison avec leur famille! Même si elles sont amusantes, les sessions de cuisine nutrition ne sont pas un jeu. Certes, elles se dérou-



lent dans le plaisir, mais aussi avec sérieux, sous la direction d'animatrices qui s'appuient pour ce faire sur le programme d'art culinaire, d'alimentation et de nutrition finement articulé au programme de formation de l'école québécoise. Une session complète comprend une série de huit ateliers répartis durant toute l'année scolaire.

Parallèlement au projet Petits cuisiniers/Parents en réseaux, l'organisme offre des ateliers de cuisine découverte aux services de garde à la petite enfance, des activités parascolaires et des camps de jour, tout en participant à l'occasion à des marchés saisonniers. Les ateliers cinq épices misent aussi sur le partage de leur expertise et de leur expérience pour multiplier les retombées positives de projets qui ont largement fait leurs preuves sur le territoire montréalais. Selon la directrice Lucie Leduc, « il serait dommage de garder pour nous un savoir faire qui s'est développé avec nos partenaires au fil des années. Notre logo représente une étoile, nous voulons rayonner! ».

C'est ainsi qu'un programme de formation sera établi avec des partenaires stratégiques en vue de former des intervenantes et intervenants qui

pourront organiser des ateliers de cuisine nutrition dans leur communauté. Plutôt que de partir de zéro, les personnes ou organismes qui souhaitent faire goûter à leur milieu la recette gagnante des Ateliers cinq épices pourront suivre le programme de formation présentement en planification.

### Quelques chiffres

Pour l'année 2009-2010, Les ateliers cinq épices, ce sont plus de 650 ateliers de cuisine nutrition dans 22 écoles et 8 centres de la petite enfance de Montréal. Secondées par un personnel administratif, 5 animatrices se déplacent chaque semaine auprès de leur population cible avec armes et bagages (fruits, légumes et autres aliments, vaisselle, ustensiles...). Sans oublier la complicité du personnel éducatif et enseignant des écoles et des centres de la petite enfance concernés, ainsi que celle de parents bénévoles pour qui cette activité est souvent une accueillante porte d'entrée dans la classe de leurs enfants.

À partir de 2010, le financement proviendra principalement des tarifs payés par les usagers des ateliers et de la CSDM. Une période de transition s'amorce donc pour l'organisme

qui, avec l'appui du Regroupement économique et social du Sud Ouest (RESO), s'est doté d'un plan d'affaires pour bien prendre ce tournant.

### L'avenir

Les réalisations probantes des Ateliers cinq épices au fil des ans, tant du point de vue social qu'éducatif, sont une contribution concrète au mieux vivre de la communauté et un encouragement à continuer de déployer leurs activités. L'organisme vise l'accès d'un nombre accru de jeunes et de parents aux ateliers de cuisine nutrition, à la fois par l'offre directe de services d'animation et par le partage de son expertise par le biais d'un programme de formation. On ne peut que lui souhaiter d'avoir accès aux moyens de ses ambitions! ■



### Plus de renseignements :

[www.arrondissement.com/blogue/ateliers-cinq-epices](http://www.arrondissement.com/blogue/ateliers-cinq-epices)

## DERNIÈRE HEURE • DERNIÈRE HEURE • DERNIÈRE HEURE • DERNIÈRE HEURE

Une étude sur les pratiques alimentaires des ménages à faible revenu que vient de rendre publique la Direction de la santé publique de Montréal reconnaît « l'importance de l'influence des enfants sur les choix alimentaires des parents » car les jeunes sont des « influenceurs naturels » dans leur milieu familial. Cette constatation ne confirme-t-elle pas l'approche adoptée par Les ateliers cinq épices?

# Les Magasins Partage et la Grande Guignolée des Médias : Bilan 2009

L'idée des Magasins Partage a pris naissance dans le quartier Villeray en 1986. Il s'agissait alors essentiellement d'offrir à la population montréalaise appauvrie un accès à une épicerie abordable pour le temps des Fêtes de Noël. Soutenue initialement par la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain qui a assumé avec les groupes de quartier les trois premières campagnes de sollicitation publique de Noël, la formule s'est peu à peu répandue dans d'autres quartiers montréalais et s'est enrichie de certaines façons de faire qui perdurent jusqu'à maintenant.

Le principe est simple: ayant reçu en entrevue les personnes ou familles désirant participer au Magasin Partage, on dresse son profil socio-économique et on identifie ainsi le volume d'aliments et le montant auxquels cette famille a droit. Ayant pris soin entre-temps de solliciter la population du quartier et plusieurs entreprises pour la fourniture des aliments, on convoque alors les personnes ou familles un peu avant les Fêtes et, accompagnée d'une personne ressource, la personne fait son magasinage comme à l'habitude, choisissant les denrées qui lui conviennent jusqu'à concurrence du montant et du volume auxquels elle a droit. Arrivée à la caisse, on fait le total de son panier d'épicerie et on lui charge alors 10% seulement du coût total, permettant ainsi à la personne de contribuer elle aussi à l'achat de denrées périssables, d'où le terme "Partage" du nom de l'organisme. On y ajoute pour Noël le don de cadeaux pour les enfants.

Ainsi, les participants à faible revenu (les Magasins préfèrent ce terme au lieu de client, car il signale une certaine fierté en plus de promouvoir un sens de la contribution) ont l'occasion de briser l'isolement de la pauvreté en faisant leurs achats "comme tout le monde" dans un contexte qui prône la dignité, le respect et la solidarité.

Au début des années 90, divers quartiers se sont réunis pour former ce qui est devenu le Regroupement des Magasins Partage de l'Île de Montréal. Aujourd'hui, le Regroupement compte sur des magasins dans 19 quartiers, Saint-Laurent étant le plus récent à se joindre.

Cette année, le Regroupement a amassé des dons pour une somme totale de 900,000\$, un résultat moyen par rapport aux années antérieures. Grâce aux dons, 5,917 familles ou

18,000 personnes ont pu profiter de l'offre des Magasins. Nathalie Dupuis, coordinatrice au Regroupement, déclare qu'en vue de la situation économique actuelle, ce résultat représente un véritable succès. Elle attribue ce succès au fait que le Regroupement fait appel à un large éventail de donateurs. En plus des 75,000\$ de la part du fond d'urgence de la Ville de Montréal, la soirée bénéfique annuelle, animée cette année par Claude Pinaud, vice-président exécutif chez Saputo, a réussi à lever 80,000\$, somme égale à l'année dernière.

Il est important de souligner que la contribution des Magasins Partage va au-delà de l'offre de nourriture. Madame Dupuis souligne que les Magasins représentent une porte d'entrée où l'on peut constater des difficultés individuelles et offrir la possibilité de référer les gens à un réseau d'aide appropriée. C'est de plus une chance pour les participants eux-mêmes de se porter volontaires en collaborant avec les 2,000 bénévoles provenant de tous les milieux.

## La Guignolée 2009

Mais la campagne des Fêtes des Magasins Partage n'est pas la seule à solliciter la contribution du public. La Guignolée est une vieille tradition québécoise de charité publique liée à cette période de l'année qui était initialement assumée par les paroisses catholiques et, par la suite, par les Conférences de la Saint-Vincent-de-Paul. Relayée par les grands médias, elle continue à chaque année à interpeller la charité des citoyens sous le nom de la Grande Guignolée des Médias dont les denrées et l'argent recueillis sont redonnés à la Saint-Vincent-de-Paul et à Jeunesse au soleil. Elle le fait d'ailleurs avec de bien plus gros moyens que celle des Magasins Partage. Mais cette année, la situation était spéciale. La crise économique n'a pas été l'unique

obstacle qu'a eu à faire face la Grande Guignolée des Médias. Le 10 décembre 2009, la journée prévue pour la collecte nationale officielle, le Québec entier a subi sa première tempête et s'est retrouvé sous 40 cm de neige. Malgré ceci, Isabelle Fafard, directrice de la Grande Guignolée des Médias considère le bilan de sa 9e édition annuelle assez positif. « Le résultat préliminaire au niveau provincial était égal celui de l'année dernière. Si certaines régions connaissent une baisse, d'autres par contre étaient en augmentation. Nous ne pourrions en faire une analyse que lorsque nous aurons les résultats finaux. Les prochains résultats ne seront disponibles que vers le 5 février », précise-t-elle.

Selon un communiqué daté du 14 décembre, la Guignolée avait atteint 1,8 million\$ à travers le Québec. Pour la région de Montréal, le 10 décembre a vu près de 1,000 bénévoles amasser plus 380,000\$ en plus de l'équivalent de 2,350 sacs d'épicerie. Au-delà de ceci, chez les Amis de la Grande Guignolée des Médias (les pharmacies Jean-Coutu, la Banque Laurentienne et les restaurants SUBWAY), la collecte de denrées non périssables se poursuit jusqu'au 24 décembre.

## Les Magasins Partage de la rentrée

Un autre moment fort des Magasins Partage est la rentrée scolaire. À cette occasion, la formule demeure la même qu'à Noël, avec le panier d'épicerie confectionné par les familles elles-mêmes et leur contribution de 10% à la caisse, mais on remplace les cadeaux aux enfants par le don de matériels scolaires appropriés aux exigences de l'école, selon chacun des niveaux où les écoliers sont rendus. C'est donc un rendez-vous pour l'automne. ■

Plus de renseignements : Regroupement des Magasins Partage de l'île de Montréal - 514 383-2460.

## Bienvenue et merci à nos bénévoles!

La plupart des membres de la Table sont convaincus de la valeur incontestable du bénévolat. En effet, la plupart de nos organismes ne pourraient pas subsister sans leur apport précieux. Votre interlocutrice est encore PLUS convaincue, puisqu'elle est employée depuis 10 ans au Centre d'action bénévole de Montréal, premier du genre au Canada (Nous fêtons notre 75e anniversaire en 2012!)

Comme membre du CA de la Table, je partage le souci de mes collègues quant au travail énorme à accomplir par notre seul employé! C'est ce souci de fournir à Jean-Paul une aide et un soutien à plusieurs niveaux que j'ai suggéré à ce dernier de prendre contact avec le CABM. Une demande de bénévoles fût ainsi postée sur le site du CABM et nous fûmes ravis d'accueillir un grand nombre de répondants à notre requête!

Depuis plus d'un an maintenant, les bénévoles font partie intégrante de la Table, et Jean-Paul aurait sans doute du mal à se passer de la contribution précieuse de Mme Martine Simard qui lui apporte un soutien administratif hors pair! Notre trésorier, Pierre Doucet, accueille avec joie les compétences de Mme Claude Corbeil à la comp-

tabilité, et plusieurs bénévoles, dont Nicole Michaud, Nathalie Vorasane, Erwan Poences, Olivier Clemann,

bénévoles d'un monteur graphique de qualité, M Julien Bottriaux.

C'est avec le plus grand plaisir que je remercie les braves bénévoles de la Table; votre précieux apport aide à faire avancer la cause de la sécurité alimentaire au Québec, et nous vous en sommes reconnaissants.

Pour les lecteurs qui ne connaissent pas la panoplie de services offertes par le Centre d'action bénévole de Montréal (recrutement de bénévoles, formation en gestion de ressources bénévoles, matériel promotionnel, etc), je vous invite à visiter notre site WEB au [cabm.net](http://cabm.net), ou n'hésitez pas à me contacter à [mnorthrup@cabm.net](mailto:mnorthrup@cabm.net).

Merci de votre attention et bon bénévolat!

**Marjorie Northrup** est Coordonnatrice, Services alimentaires bénévoles au Centre d'action bénévole de Montréal.

Guillaume Keny et Camille Trannin, ont écrit des articles fort enrichissants pour le bulletin . Nous bénéficions aussi des services

**Claude Corbeil****Julien Bottriaux****Camille Trannin****Olivier Clemann**



# Diffusons largement le bulletin

## À table

Depuis sa première parution, en novembre 1994, le bulletin *À table* a toujours eu une grande audience auprès des groupes communautaires en sécurité alimentaire. Imprimé sur support papier à 2 000 exemplaires, il était diffusé de main à main via les organismes membres.

Depuis l'an passé, écologie et coupures financières obligent, nous sommes passés au bulletin électronique ce qui nous ouvre des perspectives de diffusion encore plus grande. En effet, ce ne sont plus seulement les organismes qui peuvent maintenant recevoir le fruit de nos échanges et de nos expériences, mais également tout individu intéressé par la question, pour peu qu'il aie une adresse courriel.

Cet élargissement de notre auditoire répond à un des objectifs de la *Table*, soit de sensibiliser le plus grand nombre aux problèmes de la pauvreté et de la faim et de promouvoir publiquement les

interventions en la matière favorisant le développement des personnes et de leur milieu.

Cependant, pour ce faire, nous avons besoin d'un minimum de collaboration de votre part. En effet, à l'instar du *SNAC* d'Ahuntsic, il serait très utile que vous demandiez à tous vos contacts et collaborateurs (les membres de votre CA et de votre organisme, vos employéEs, vos bénévoles, vos usagers, vos amiEs, etc..) s'ils désirent recevoir le bulletin *À table* directement chez eux et, à cet effet, s'ils vous permettent de nous transmettre leur adresse courriel. Cela vous demande très peu d'effort, mais cela contribue grandement à élargir les appuis à nos efforts de compassion, de solidarité et de justice sociale.

Je vous en remercie d'avance !

Jean-Paul Faniel  
Coordonnateur



### CALENDRIER DES RENCONTRES

de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

- **lundi 12 avril 2010, 13 h 30**  
Rencontre régulière
- **lundi 31 mai 2010, 13h30**  
Assemblée générale annuelle

## FORMULE D'ADHÉSION À

### LA TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Pour être membre de la Table, participer à ses activités régulières, recevoir les documents d'information et les bulletins *À table* et bénéficier des services de la Table, il suffit à chaque organisme intéressé de nous présenter sa demande d'adhésion accompagnées d'une résolution de ses instances décisionnelles à cet effet indiquant qu'il adhère au cadre de référence « *Pistes pour une politique de sécurité alimentaire communautaire* », d'être approuvé par le CA de la Table, de participer à une rencontre d'accueil et de s'acquitter de sa cotisation annuelle de 50\$.

Libellez le chèque au nom inscrit en titre et envoyez-le au :

8605, rue Berri, 3e étage, Montréal (Québec) H2P 2G5 Tél.: 514-387-7997 Téléc.: 387-2332 , [tablefaim@bellnet.ca](mailto:tablefaim@bellnet.ca)

Nom de l'organisme .....

Nom du (de la) représentantE .....

Adresse .....

Code postal ..... Téléphone ..... Télécopieur .....

Courriel ..... Site Internet .....